



Le + syndical

Gérard LABRUNE
SECRETAIRE GENERAL
Tel 01.55.30.12.33 Fax 01.55.30.12.35
Gerard.labrune@cfecgc.fr

Monsieur le Premier Ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Varennes
75700 PARIS

Paris, le 17 juin 2009

Monsieur le Premier Ministre,

Voilà, qu'avec force estafette et relais médiatique, vous faites réapparaître cette idée, déjà ancienne du recul de l'âge de la retraite. Vieux débat que vous avez su, habilement, éviter d'affronter en passant par l'allongement de la durée de cotisation !

Retraite à 67 ans ! Evidemment, au premier réflexe, l'idée n'est pas absurde même si elle est impopulaire... Elle est bien un des paramètres qu'il faudra prendre en compte, parmi d'autres pour alléger les comptes de la CNAV...

Dans un second temps, elle est économiquement très contestable et socialement injuste.

Economiquement, aussi longtemps que l'emploi des seniors ne sera pas une réalité, malgré vos recommandations, incantations ou menaces, vous ne ferez que déplacer un déficit retraite vers un déficit chômage. C'est le syndrome du sapeur Camembert !

Au lieu d'un portage relais de 58 à 60 ans, vous avez le fardeau du chômage et du RSA en fin de droits, sans compter votre immense impopularité due à la marginalisation que vous aurez organisée malgré de bonnes intentions.

Socialement, cet âge couperet est injuste. Pourquoi ne pas, enfin, relancer une vraie négociation sur la pénibilité au travail ? Il est évident que des pénibilités ont changé de métier ou se sont atténuées quand d'autres sont apparues. Le tertiaire que l'on dit volontiers épargné par « l'usure » prématurée est lui aussi victime d'une forme de pénibilité que nous dénonçons constamment : le stress ! On dit même que des membres du gouvernement en sont victimes, singulièrement dans les périodes de remaniements ministériels... Heureusement la durée des « maroquins » est finalement assez courte au regard d'une vie professionnelle de cadre.

Monsieur le Premier Ministre, nous sommes, quant à nous preneurs d'une reprise des négociations sur les retraites car nous sommes tout à la fois soucieux d'en préserver le caractère répartitaire et d'alléger aussi les comptes de la nation. Encore faut-il embrasser l'ensemble de la problématique dans un souci de cohérence, d'efficacité économique et de justice sociale.

Ce spectre large permettrait, nous en sommes certains, d'éviter ce qui apparaît pour beaucoup, dont nous faisons partie, la désagréable impression qu'on agite un chiffon rouge.

Dans l'attente de votre initiative, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, au delà du piquant des mots, à l'expression de notre profond respect.

Gérard LABRUNE